

SUJET REPRIS DE FAÇON LISIBLE

SUJET: Résumez ce texte en 250 mots avec une marge de tolérance de plus ou moins 10%

LA FIN DE LA FRANCE EN AFRIQUE?

Ce serait donc le début de la fin d'une longue histoire, d'une relation à la fois douloureuse et privilégiée entre la France et l'Afrique, en particulier l'Afrique francophone. Une relation immémoriale, marquée par la proximité géographique, que l'on peut faire remonter jusqu'à la mort du roi Louis IX, dit Saint Louis, devant les murs de Carthage (en 1270), en passant par les premiers comptoirs à Gorée (1677) ou Grand-Bassam (1893), le discours de De Gaulle à Brazzaville (1944), le temps pervers des colonies, illustré entre autres par le film d'Ousmane Sembene, *Camp de Thiaroye* (1988), ou, vu du côté «blanc», par le fameux *Coup de torchon* (1981), de Bertrand Tavernier, avec Philippe Noiret. Et puis les guerres de libération, celle tragique d'Algérie en particulier, et les indépendances, le foccardisme, la Françafrique, les relations privilégiées d'un Omar Bongo ou d'un Félix Houphouët-Boigny, et puis Paris, capitale franco-africaine du monde aussi... Toute une autre époque.

AL Plus récemment, on se rappelle de Nicolas Sarkozy, évoquant à Dakar avec une condescendance certaine une Afrique qui n'était pas assez entrée dans l'histoire», en juillet 2007. On se rappelle aussi, comme en contrepoids de ce discours, un François Hollande extatique, à Bamako, en février 2013, après que la France a stoppé la descente des djihadistes sur la capitale malienne, soulignant que ce jour-là «était le plus important de sa vie politique»... Ou bien encore le discours «refondateur» d'Emmanuel Macron à Ouagadougou, en novembre 2017. Depuis, de l'eau tumultueuse a coulé sous les ponts: crise des visas avec de nombreux pays, dont ceux du Maghreb, quasi-rupture des relations diplomatiques avec le Mali, grand froid avec le Burkina Faso, saccage d'enseignes françaises à Dakar en mars 2021, apparition de juntas militaires plus ou moins hostiles, retrait de Barkhane en août 2022, attaques contre l'ambassade de France à Ouagadougou ou l'Institut français de Bobo-Dioulasso en octobre 2022, manifestations plus ou moins récurrentes au Mali, au Burkina, au Niger, en Centrafrique, guérilla sur les réseaux sociaux, défiance massive des jeunes vis-à-vis de l'ancienne «métropole», remontée en puissance de la Russie et de ses «proxys», comme la force Wagner... Tout cela serait le signe d'une profonde rupture, multiforme, économique, sociétal, militaire, humaine entre la France et son Sud naturel.

Celle-ci est vulnérable. Son intervention militaire au Sahel l'a rendue «visible», «exposée». Les images de soldats patrouillant à Gao, à Kidal ou ailleurs ont laissé des traces, elles réverbèrent avec l'histoire coloniale. Les bavures, assez rares, ont marqué les esprits. La France se retrouve en première ligne face à une opinion en colère, qui paye quotidiennement

le prix de la dégradation sécuritaire, de la pauvreté, du mal-développement. Il faut bien qu'il y ait un «responsable».

Pourtant le bilan des opérations Serval et Barkhane reste à faire, avec plus de nuances. Sur le plan du contre-terrorisme du «ciblage» d'un certain nombre de leaders djihadistes, elles ont été relativement efficaces. Mais près d'une décennie d'intervention sur le terrain n'aura pas ramené la stabilité et la sécurité intérieure. Les complexités du djihadisme, des situations locales, l'étendue immense des territoires à reconquérir ont rendu la victoire impossible. La France a perdu des hommes aussi, et parfois, elle se dit que ceux-ci sont passés par pertes et profits pour les opinions africaines. Elle s'est investie financièrement, humainement. Et au fond, il y a cette incompréhension sur les buts de guerre. Pour la France, il fallait protéger et sauver Bamako, soutenir les États de la ligne de front, leur donner du temps pour se réorganiser. Mais de puissance de soutien, elle est devenue puissance installée, tributaire des faiblesses et des errances des régimes en place. Elle a été perçue comme étant un acteur à part entière, plus encore un acteur dominant, néocolonial. L'échec lui est donc imputable. Pourtant, depuis le départ des forces françaises en août dernier, la situation au Mali s'est dégradée. Tout comme au Burkina, où le gouvernement central ne contrôle plus son territoire.

Il y a forcément un effet de loupe, un miroir déformant, en particulier sur les réseaux sociaux, utilisés à plein régime par les adversaires de Paris, et qui accentuent la portée d'un phénomène touchant avant tout les capitales et une partie des «élites» politiques, qui ont tout intérêt à instrumentaliser son rôle. Un miroir qui surjoue aussi l'importance stratégique réelle de la France, laquelle, après tout, n'est qu'un partenaire parmi d'autres dorénavant, soumis à la concurrence de la Russie évidemment, de la Chine, des États-Unis, du Brésil, de la Turquie, mais également, on le sait moins, de l'Allemagne ou des Pays-Bas... Des puissances qui ne sont pas toujours irréprochables, loin de là, qui portent leur lot d'erreurs et de politiques africaines «post-impérialistes». Et qui ne font pourtant pas l'objet d'un procès aussi spectaculaire que celui mené contre Paris. Un miroir qui déforme enfin l'importance de l'Afrique pour la France elle-même. Chez les «Gaulois», la relation au continent n'est pas vraiment un sujet central, malgré l'évidence. Les échanges avec celui-ci (le vrai marqueur du degré d'intérêt) ne représentent que 5% environ du commerce extérieur du pays (30 milliards d'euros sur un total d'exportations d'un peu plus de 500 milliards)... Pour l'opinion publique, l'Afrique reste encore une terre dangereuse, méconnue, souvent mal représentée par les médias, une terre synonyme de migrations incontrôlées, de violences et d'insécurité. Elle ne fait pas rêver...

Dans cette relation complexe, on ne peut pas non plus exclure l'histoire. La France a été une grande puissance impériale et coloniale. Certains Africains, âgés aujourd'hui, peuvent encore témoigner de cette époque. De la mise au pas, de l'exploitation, du sentiment d'humiliation, de

l'effacement de l'histoire préalable, comme si tout ne commençait que sous le drapeau bleu-blanc-rouge. Le débat de fond sur ce siècle, ou presque, de domination s'ouvre à peine de part et d'autre. Comme celui d'ailleurs de l'esclavage, véritable tabou du «dialogue» entre l'Occident et l'Afrique. En février 2017, le jeune candidat à la présidence Emmanuel Macron avait parlé d'un «crime contre l'humanité» en évoquant la période coloniale. Des propos révolutionnaires, qui avaient déclenché la stupeur et la colère de la droite et de l'extrême droite, parlant d'une «détestation de l'histoire de la France». À Paris comme en Afrique, le chemin de la réconciliation des mémoires sera long. Les blessures sont encore vives, comme le montre la relation franco-algérienne ou la question si complexe de la restitution des œuvres d'art.

Zyad Limam AFRIQUE MAGAZINE/437-FÉVRIER 2023; Perspectives; Pages: 31, 34, 36



CONCOURS DIRECT D'ENTRÉE EN 2026 AU CYCLE MOYEN SUPÉRIEUR DE L'ENA

SESSION : JUILLET 2025

DEUXIÈME ÉTAPE D'ADMISSIBILITÉ

Troisième épreuve écrite d'admissibilité

Composition portant sur un **SUJET DE CONTRACTION DE TEXTE**

Date : mercredi 02 juillet 2025 : Matinée

Durée : 3 H

Coefficient : 3

SUJET : Résumez ce texte en 250 mots avec une marge de tolérance de plus ou moins 10%

LA FIN DE LA FRANCE EN AFRIQUE ?

Ce serait donc le début de la fin d'une longue histoire, d'une relation à la fois douloureuse et privilégiée entre la France et l'Afrique, en particulier l'Afrique francophone. Une relation immémoriale, marquée par la proximité géographique, que l'on peut faire remonter jusqu'à la mort du roi Louis IX, dit Saint Louis, devant les murs de Carthage (en 1270), en passant par les premiers comptoirs à Gorée (1677) ou Grand-Bassam (1893), le discours de De Gaulle à Brazzaville (1944), le temps pervers des colonies, illustré entre autres par le film d'Ousmane Sembène, *Camp de Thiaroye* (1988), ou, vu du côté « blanc », par le fameux *Coup de torchon* (1981), de Bertrand Tavernier, avec Philippe Noiret. Et puis les guerres de libération, celle tragique d'Algérie en particulier, et les indépendances, le fœccardisme, la Françafrique, les relations privilégiées d'un Omar Bongo ou d'un Félix Houphouët-Boigny, et puis Paris, capitale franco-africaine du monde aussi... Toute une autre époque.

Plus récemment, on se rappelle de Nicolas Sarkozy, évoquant à Dakar avec une condescendance certaine une Afrique qui n'était « pas assez entré[e] dans l'histoire », en juillet 2007. On se rappelle aussi, comme en contrepoids de ce discours, un François Hollande extatique, à Bamako, en février 2013, après que la France a stoppé la descente des djihadistes sur la capitale malienne, soulignant que ce jour-là « était le plus important de sa vie politique »... Ou bien encore le discours « refondateur » d'Emmanuel Macron à Ouagadougou, en novembre 2017. Depuis, de l'eau tumultueuse a coulé sous les ponts : crise des visas avec de nombreux pays, dont ceux du Maghreb, quasi-rupture des relations diplomatiques avec le Mali, grand froid avec le Burkina Faso, saccage d'enseignes françaises à Dakar en mars 2021, apparition de juntes militaires plus ou moins hostiles, retrait de Barkhane en août 2022, attaques contre l'ambassade de France à Ouagadougou ou l'Institut français de Bobo-Dioulasso en octobre 2022, manifestations plus ou moins récurrentes au Mali, au Burkina, au Niger, en Centrafrique, guérilla sur les réseaux sociaux, défiance massive des jeunes vis-à-vis de l'ancienne « métropole », remontée en puissance de la Russie et de ses « proxys », comme la force Wagner... Tout cela serait le signe d'une profonde rupture, multiforme, économique, sociétal, militaire, humaine entre la France et son Sud naturel.

Celle-ci est vulnérable. Son intervention militaire au Sahel l'a rendue « visible », « exposée ». Les images de soldats patrouillant à Gao, à Kidal ou ailleurs ont laissé des traces, elles réverbèrent avec l'histoire coloniale. Les bavures, assez rares, ont marqué les esprits. La France se retrouve en première ligne face à une opinion en colère, qui paye quotidiennement le prix de la dégradation sécuritaire, de la pauvreté, du mal-développement. Il faut bien qu'il y ait un « responsable ».

Pourtant le bilan des opérations Serval et Barkhane reste à faire, avec plus de nuances. Sur le plan du contre-terrorisme du « ciblage » d'un certain nombre de leaders djihadistes, elles ont été relativement efficaces. Mais près d'une décennie d'intervention sur le terrain n'aura pas ramené la stabilité et la sécurité intérieure. Les complexités du djihadisme, des situations locales, l'étendue immense des territoires à reconquérir ont rendu la victoire impossible. La France a perdu des hommes aussi, et parfois, elle se dit que ceux-ci sont passés par pertes et profits pour des opinions africaines. Elle s'est investie financièrement, humainement. Et au fond, il y a cette incompréhension sur les buts de guerre. Pour la France, il fallait protéger et sauver Bamako, soutenir les États de la ligne de front, leur donner du temps pour se réorganiser. Mais de

43 puissance de soutien, elle est devenue puissance installée, tributaire des faiblesses et des
44 errances des régimes en place. Elle a été perçue comme étant un acteur à part entière, plus
45 encore un acteur dominant, «néocolonial». L'échec lui est donc imputable. Pourtant, depuis le
46 départ des forces françaises en août dernier, la situation au Mali s'est dégradée. Tout comme
47 au Burkina, où le gouvernement central ne contrôle plus son territoire.

48 Il y a forcément un effet de loupe, un miroir déformant, en particulier sur les réseaux sociaux,
49 utilisés à plein régime par les adversaires de Paris, et qui accentuent la portée d'un phénomène
50 touchant avant tout les capitales et une partie des «élites» politiques, qui ont tout intérêt à
51 instrumentaliser son rôle. Un miroir qui surjoue aussi l'importance stratégique réelle de la
52 France, laquelle, après tout, n'est qu'un partenaire parmi d'autres dorénavant, soumis à la
53 concurrence de la Russie évidemment, de la Chine, des États-Unis, du Brésil, de la Turquie,
54 mais également, on le sait moins, de l'Allemagne ou des Pays-Bas... Des puissances qui ne sont
55 pas toujours irréprochables, loin de là, qui portent leur lot d'erreurs et de politiques africaines
56 «post-impérialistes». Et qui ne sont pourtant pas l'objet d'un procès aussi spectaculaire que celui
57 mené contre Paris. Un miroir qui déforme enfin l'importance de l'Afrique pour la France elle-
58 même. Chez les «Gaulois», la relation au continent n'est pas vraiment un sujet central, malgré
59 l'évidence. Les échanges avec celui-ci (le vrai marqueur du degré d'intérêt) ne représentent que
60 5% environ du commerce extérieur du pays (30 milliards d'euros sur un total d'exportations
61 d'un peu plus de 500 milliards)... Pour l'opinion publique, l'Afrique reste encore une terre
62 dangereuse, méconnue, souvent mal représentée par les médias, une terre synonyme de
63 migrations incontrôlées, de violences et d'insécurité. Elle ne fait pas rêver...

64 Dans cette relation complexe, on ne peut pas non plus exclure l'histoire. La France a été une
65 grande puissance impériale et coloniale. Certains Africains, âgés aujourd'hui, peuvent encore
66 témoigner de cette époque. De la mise au pas, de l'exploitation, du sentiment d'humiliation, de
67 l'effacement de l'histoire préalable, comme si tout ne commençait que sous le drapeau bleu-
68 blanc-rouge. Le débat de fond sur ce siècle, ou presque, de domination s'ouvre à peine de part
69 et d'autre. Comme celui d'ailleurs de l'esclavage, véritable tabou du «dialogue» entre l'Occident
70 et l'Afrique. En février 2017, le jeune candidat à la présidence Emmanuel Macron avait parlé
71 d'un «crime contre l'humanité» en évoquant la période coloniale. Des propos révolutionnaires,
72 qui avaient déclenché la stupeur et la colère de la droite et de l'extrême droite, parlant d'«une
73 détestation de [l'] histoire [de la France]». À Paris comme en Afrique, le chemin de la
74 réconciliation des mémoires sera long. Les blessures sont encore vives, comme le montre la
75 relation franco-algérienne ou la question si complexe de la restitution des œuvres d'art,